

From Transparency & OpenData to Participation

Benjamin Ooghe-Tabanou,
Regards Citoyens





Regards Citoyens?

- « Citizen Watch »
- 2009 : 4 volunteers taking interest into the Parliament
- Using technical skills to provide tools for everyone
- About 10 active members
- Budget ≈ 4000 € / yr





State of the participation in France

- Over the last decades: mostly failed consultations
missing context, oriented debates, selected speakers...
- Concertation today: no more than a playground for citizens to express themselves
→ Validate pre-mashed policy decisions
- Open Government Partnership:
 - Young member
 - Lots of promises
 - France elected president while action plan only next June





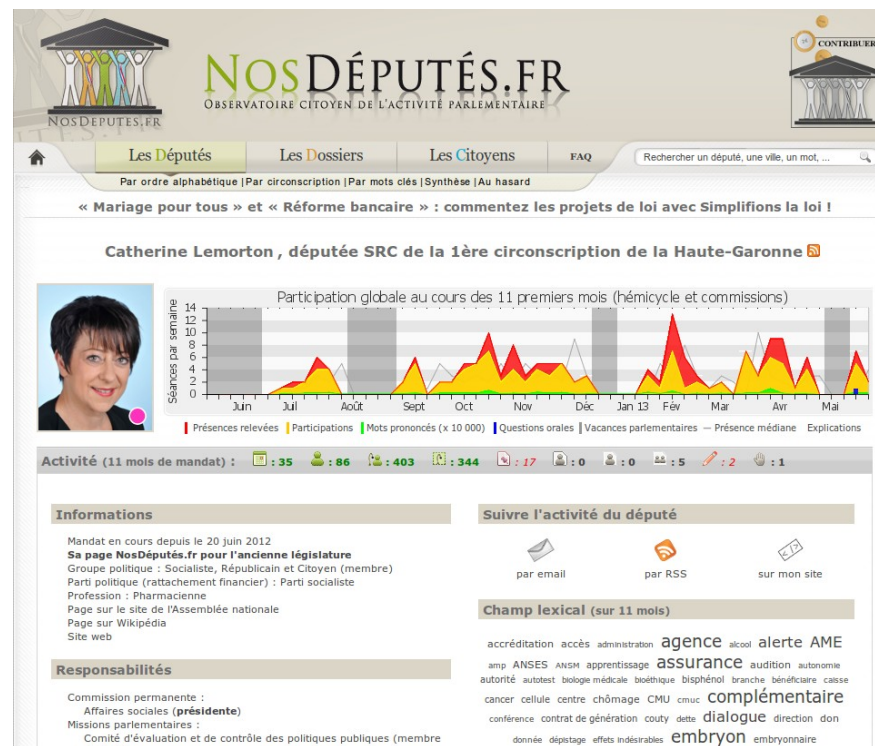
Transparency & accountability: leverages

- Decision making quite transparent for a while...
... at least on the Parliament level
- Misbalance due to the complexity of the processus
 - professional lobbies well organized
 - only motivated & concerned citizens from civil society
- Regards Citoyens: entirely volunteer organisation
 - not enough time to organize participation
 - enable it with monitoring and accountability tools



NosDéputés.fr & NosSénateurs.fr

- Monitor & value activity from members of the Parliament
- Reuse the vast amount of information from official websites (Parliament and Official Gazette)
- Automatic updates every 8 hours





Renew the link officials ↔ citizens

- Accountability in a few minutes/clicks
- Identify your MP
- Follow the activity
- Access complete works
- Comment the work and establish a dialogue

 **Trouver son député**

Pour retrouver votre député sur le site, vous pouvez saisir son nom.

Si vous ne le connaissez pas, indiquez votre code postal ou le nom de votre commune, et nous essaierons de le trouver pour vous :

Exemples : patrick, 77840, saint-herblain, trois rivières, ...

Trouver mon député

Suivre l'activité du député



par email

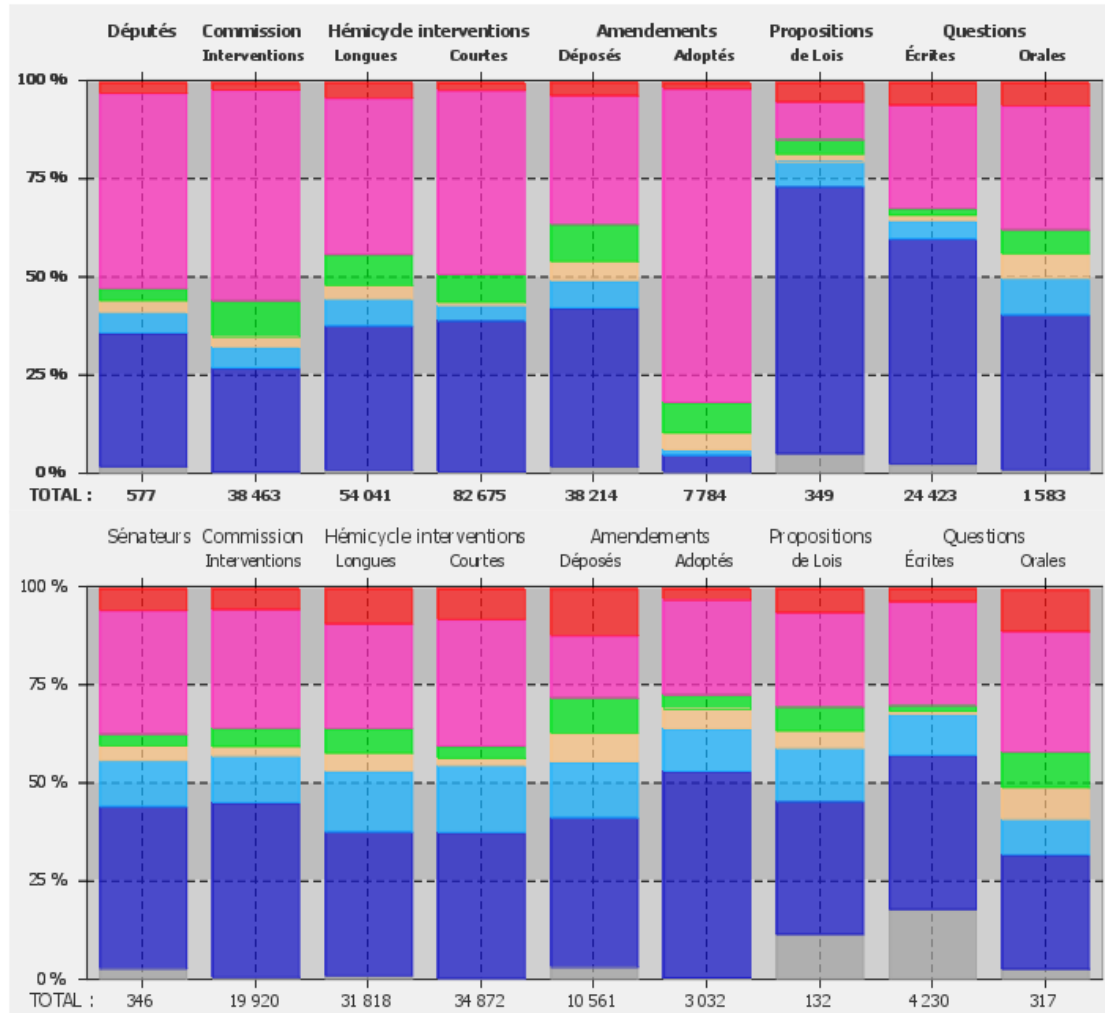


par RSS



Provide a synthetical approach

National
Assembly

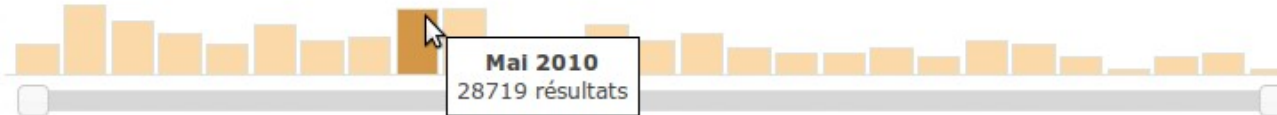




Search & Track parliament's activity

Résultats pour « "données publiques" OR "informations publiques" »

Affiner par date : entre septembre 2009 et novembre 2011



Résultats 1 à 20 sur 352185 **triés par pertinence** — trier par date

Amendement N° 247 au texte N° 2827 - Article 30 ter (Tombe)

Cet article vise à permettre de réaliser des enquêtes administratives sur les personnes demandant des licences de réutilisation des **données publiques**, afin de s'assurer qu'elles ne risquent pas de faire un usage contraire à l'ordre public de ces données. Tel qu'il est rédigé, l'article permet, potentiellement, de réaliser des enquêtes administratives sur tous les demandeurs d'**informations publiques**, quelque soit la nature des informations demandées. En effet, il vise l'article 16 de la loi du 17

Consulter

Question N° 56147 du 28/07/09 (Premier ministre) (Réponse le 29/09/09)



Lionel Tardy

promouvoir la réutilisation des **Informations publiques**, a incité depuis lors chaque administration à constituer un répertoire des principaux documents et informations réutilisables qu'elles détiennent. Assistés en cela par l'APIE, six ministères ont déjà mis en ligne un répertoire des **informations publiques**. Le plan France Numérique 2012 annoncé par le Gouvernement en octobre 2008 prévoit le développement d'un portail unique d'accès aux **données publiques**. Sa conception et sa réalisation ont été confiées

S'abonner aux résultats de cette recherche



par email



par RSS

Affiner la recherche

Réinitialiser les dates

Filtrer par type de résultat

- Interventions (250097)
- Questions écrites (73201)
- Amendements (23456)
- Documents parlementaires (2567)
- Commentaires (1665)
- Députés (638)
- Dossiers (336)
- Organismes (225)


Filtrer par député

- Marc Le Fur (8367)
- Catherine Vautrin (8320)
- Marc Laffineur (7292)

Search engine with RSS & e-mail alerts




Linkify object for better understanding



Jean-Jacques Urvoas, rapporteur

Défavorable.

[Laisser un commentaire](#)



Denis Baupin, président


Quel est l'avis du Gouvernement ?

[Laisser un commentaire](#)

Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement

Défavorable.

[Laisser un commentaire](#)




Julien Aubert

C'est un peu court, comme réponse !

[Laisser un commentaire](#)

*Les amendements identiques nos **69**, **70** et **230** ne sont pas adoptés.*



Denis Baupin, président









La parole est à M. Damien Abad, pour soutenir l'amendement n° **285**.

[Laisser un commentaire](#)

Transparence de la vie publique

Discuté en séance le 19 juin 2013

Déposé le 17 juin 2013 par : M. Abad, M. Reiss, M. Fasquelle, M. Gosselin, M. Decool, Mme de La Raudière, M. Darmanin, M. Lazaro.



Pouvoirs publics : transparence de la vie publique (2)

ART. 10

Après alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :

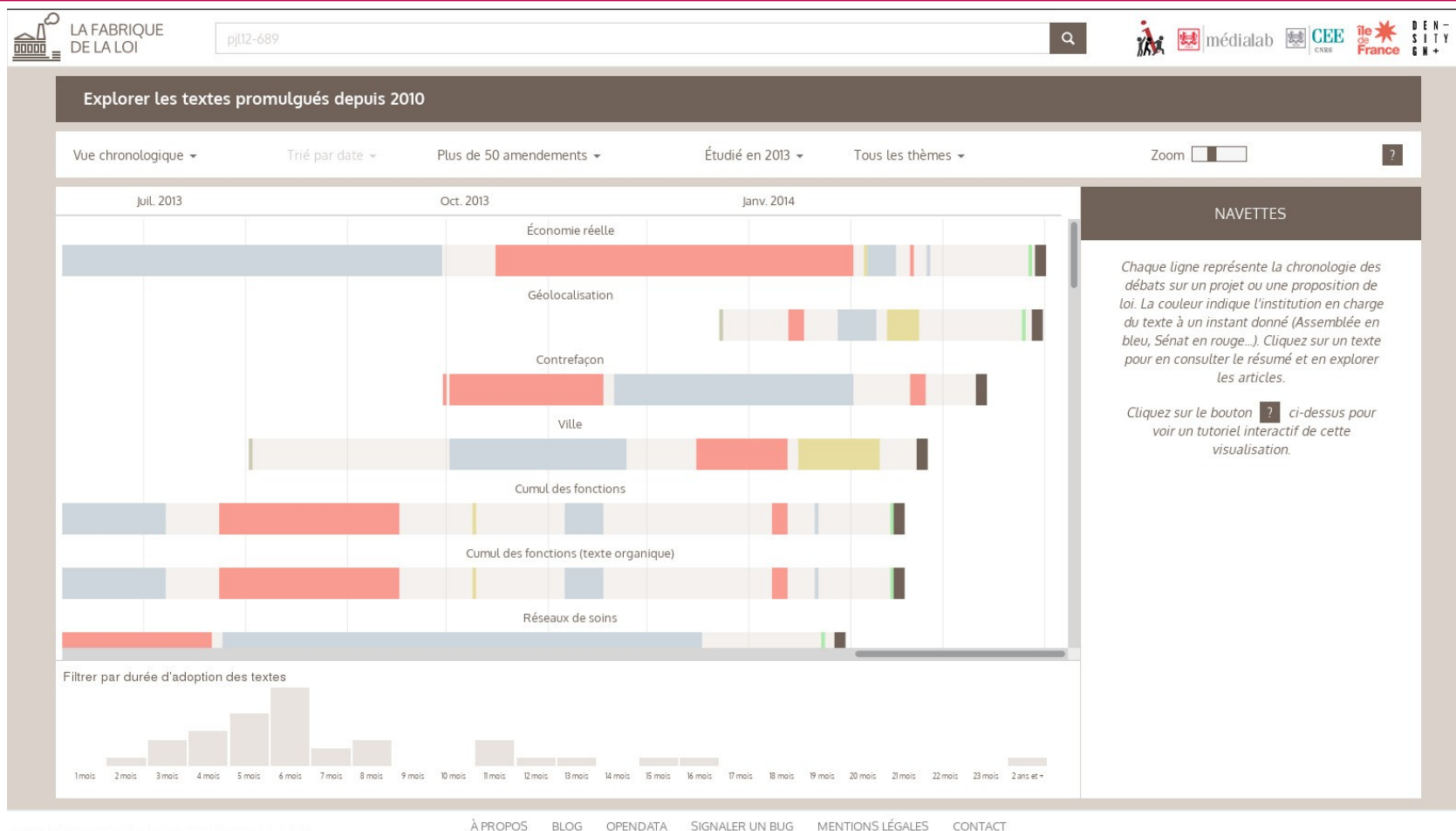
« 3° ter Les fonctionnaires de catégorie A et les directeurs des administrations publiques ; ».

Exposé sommaire :

La déclaration d'intérêts doit également toucher les plus hauts représentants de l'État, comme les représentants de l'administration qui en ont la direction. Ils doivent également faire preuve de transparence.





The Law Factory: 270 adopted texts








The Law Factory: see the text evolve

 LA FABRIQUE DE LA LOI

 médialab

 CEE

 ile de France

 DEN-SITY

Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique

[< Voir la chronologie du texte](#)

Vue alignée ▾

Dépôt

Gouv.

PJL

1^{ère} Lecture

Assemblée

Com.

Hém.

Sénat

Com.

Hém.

CMP

CMP

Nouvelle Lecture

Assemblée

Com.

Hém.

Sénat

Com.

Hém.

Lect. Déf.

AN

T1

T1

T1

T1

REJET

ÉCHEC

T1

T1

REJET

REJET

T1

T2

T2

T2

T2

T2

T3

T3

T3

T3

T3

Article 1 bis

Titre 1

Nouvelle Lecture · Assemblée · Commission

Modifications : 32.53 %

Longueur du texte : 664 caractères

Article 1 bis

Titre 1 : Obligation de rechercher un reprenneur en cas de projet de fermeture d'un établissement

Nouvelle Lecture · Assemblée · Commission

Explorer les amendements

- I. - L'article L. 1233-90-1 du code du travail est abrogé.
- II. - Au début de l'intitulé de la sous-section 5 de la section 6 du chapitre III du titre III du livre II de la première partie du même code, les mots : "Reprise de site et" sont supprimés.
- III. - Au second alinéa de l'article L. 2325-37 du même code, la référence : "l'article L. 1233-90-1" est remplacée par la référence : "la section 4 bis du chapitre III du titre III du livre II de la première partie".
- IV. - Après le 5° de l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement, il est inséré un 6° ainsi rédigé :
- "6° Le produit de la pénalité mentionnée à l'article L. 773-1 du code de commerce."

À PROPOS

BLOG

OPENDATA

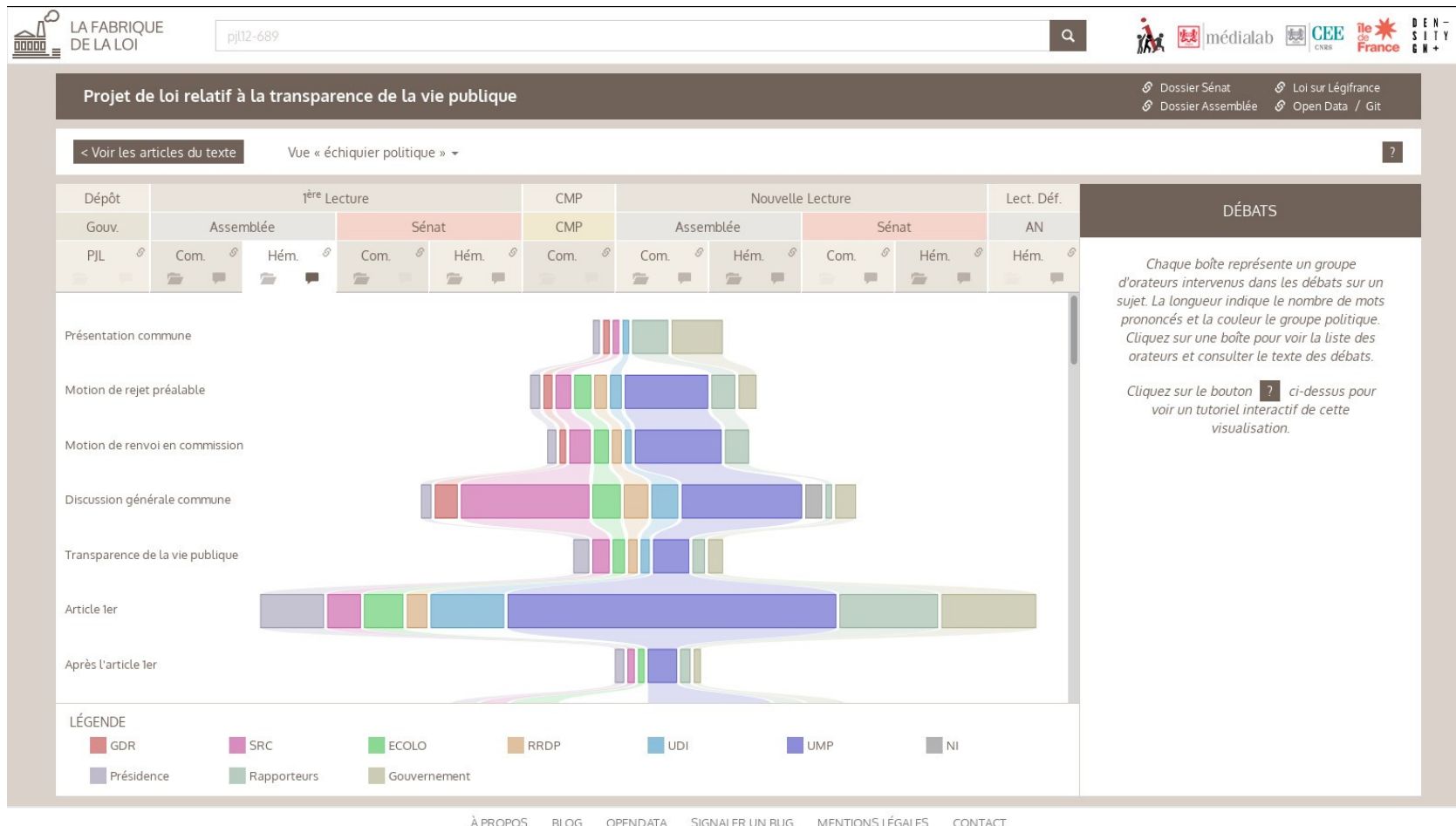
SIGNALER UN BUG

MENTIONS LÉGALES

CONTACT

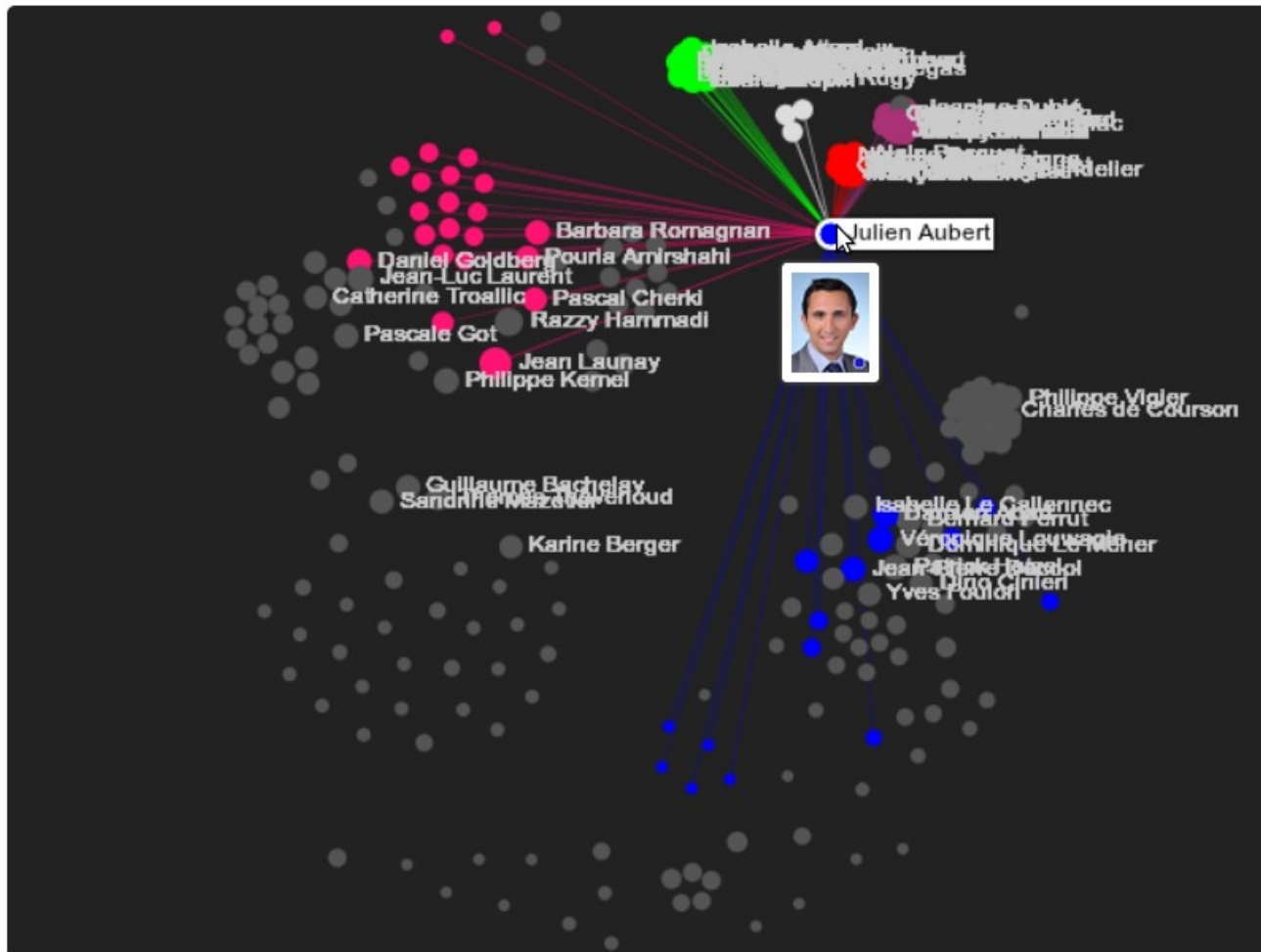


The Law Factory: explore the debates





Explore MPs political proximity





Sources & limitations

Transforming bills into data can be complex

Article 8

Le chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« CHAPITRE III

« [...]

« Art. L. 2113-22 et L. 2113-23. – (Non modifiés) »

missing unmodified text

missing article

deleted text

Article 10

I. – (Supprimé)

II à XIII. – (Non modifiés)

XIV. – Les 1^o et 2^o de l'article L. 5321-1 du même code sont ainsi rédigés :

« 1^o Création d'une commune nouvelle par regroupement des communes membres de l'agglomération nouvelle, en application des articles L. 2113-1 à L. 2113-3. Le choix en faveur de cette solution doit être opéré par les communes dans les deux premiers mois du délai ouvert à l'alinéa précédent. Dans le cas où les conditions de création d'une commune nouvelle fixées aux articles L. 2113-2 et L. 2113-3 ne sont pas remplies, les communes disposent d'un délai de deux mois pour opter entre l'une des deux solutions restantes ;

« 2^o Transformation en commune nouvelle, en application des articles L. 2113-2 et L. 2113-3, des communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ; ».

XV à XVIII. – (Non modifiés)

XIX. – (Supprimé)

Projet de loi portant engagement national pour l'environnement

Repères ?

↗ Sommaire ↖ Page précédente

ERRATUM

Au rapport n° 567 (2009 - 2010)

1^o) Page 387, lire :

Articles 2 bis B à 2 bis

2^o) Page 443, lire :

Article 15

3^o) Page 491, à l'article 25, après le 14^{ème} alinéa (1 bis-), insérer l'alinéa suivant :

II.- Le II de l'article 23-1 de la même loi est ainsi modifié :

4^o) Page 525, après l'article 36 bis A, insérer les lignes :

Article 36 bis

5^o) Page 535, après l'article 40 quater A, insérer les lignes :

Article 40 quater

6^o) Page 541, après l'article 44 ter, insérer les lignes :

Articles 44 quater et 44 quinquies

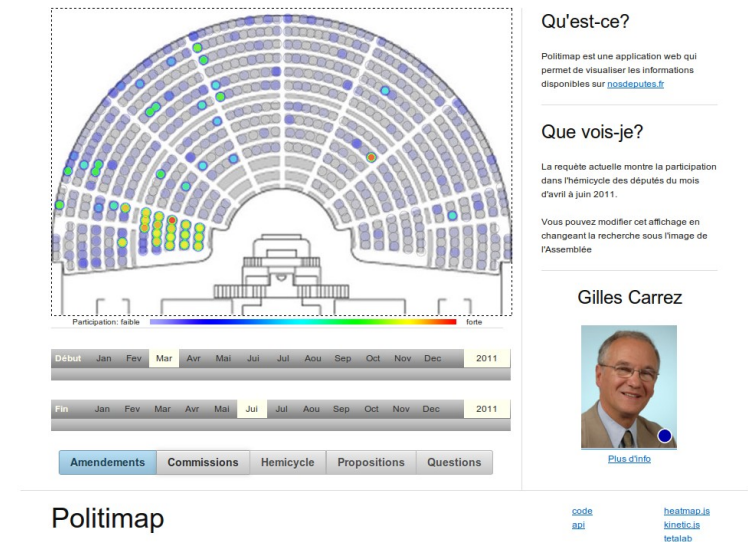
missing pieces, partial bills, errata, tables, ...

→ only 70% of adopted bills



OpenData without even knowing it !

- 75% of the time spent collecting and recreating data
- Enable reusers via data redistribution
- Data must be reusable:
 - Free + Openly licenced + Structured (open formats)
- Lobby officials to get them to publish directly as data





Gather citizens with crowdsourcing 1/2

Extract lists of lobbies hearing from Assembly's reports

RegardsCitoyens.org

TRANSPARENCE INTERNATIONALE FRANCE

Numérisons les lobbys de l'Assemblée nationale
Parce que l'influence du lobbying au sein des parlements, peu connue, suscite beaucoup de fantasmes, [Transparence Internationale France](#) et [Regards Citoyens](#) s'associent pour mieux connaître les lobbys de l'Assemblée nationale. Depuis 2007, plus de 15 000 personnes ont été auditionnées dans le cadre de rapports parlementaires.

Pour mieux qualifier ces données, nous avons besoin de vous !
Pour nous aider à cartographier ces acteurs, il vous suffit de saisir, dans le formulaire ci-dessous, le nom de la personne, identifié dans un cadre rouge, son employeur ou l'organisme qu'elle représente, ainsi que sa fonction :

Statistiques **Etre averti** **Connexion**

Top Contributeurs

1. Nicoz (1455)
2. moira (974)
3. aline250 (752)
4. ls01 (705)
5. gregoirede... (602)

[voir le Top 50](#)

Extrait d'un rapport parlementaire :

- M. Kee Keong Patrick KHAW, Institut de la microélectronique
- M. Charles LEE, Directeur stratégique du marketing, Institut de la microélectronique
- M. Daniel NOGUEIRA, Directeur des achats, Soitec Singapore
- M. Patrick PLANTE, Président Directeur général, Centre Thales Technologie de Singapour
- M. Bertrand STOLTZ, Directeur financier, STMicroelectronics Asia Pacific
- M. **Chor Shen TAY**, Conseil de recherche pour la science et l'innovation
- M. Keng Hwa TEO, Responsable...

PERSONNES ENTENDUES PAR LE RAPPORTEUR



- M. Carol BEZOUARD, conseiller de la Défenseur des enfants sur les questions de justice, accompagné de M. Hugues HILFENSO, délégué général
- M. Jean-Marie BELLÉ, directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice
- M. Philippe LEBLANC, ancien avocat général auprès de la Cour de justice des Communautés européennes, président du Comité de réflexion sur la justice pénale
- M. Jean-Claude LEBLANC, président de l'Association nationale des praticiens de la cour d'assises, accompagné de M. Jean-Claude LEBLANC, président de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône
- M. Catherine SUTER, présidente de l'Association Française des Magistrats de la jeunesse et de la Famille (AFMJF)
- M. Christophe LEBLANC, président du Syndicat de la Magistrature, accompagné de M. Christophe LEBLANC, vice-président

1174 reports · 16860 names · 3214 citizens · 2 weeks



Gather citizens with crowdsourcing 2/2

Digitize MPs handwritten interests declarations


 Déclaration de Franck Marlin 

Partie 11 / 12

Activités conservées

10° Les activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, que le membre du Parlement envisage de conserver :

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalités d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
SIREDOH - 31423 MORANGIS	Président	Néant
CENTRE HOSPITALIER SUD-ESSONNE DOUJAN - ETAMPES	Président du conseil de surveillance	Néant
CCAS - 91150 ETAMPES	Président	Néant
Caisse des Ecoles 91150 ETAMPES	Président	Néant




[Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par activité conservée déclarée par le parlementaire.

Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « ✕ » de la ligne correspondante.
Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalités d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
Employeur n°1	Description n°1	Rémunération n°1 
Employeur n°2	Description n°2	Rémunération n°2

[Signaler un problème](#) [Valider le formulaire vide](#) [Changer de déclaration](#)

Si vous avez le sentiment que nous avons mal détecté cette partie ou qu'il manque des informations, merci de nous l'indiquer en cliquant sur « Signaler un problème », nous vous proposerons un autre extrait de déclaration à saisir.

[Un doute ou une question ? cliquez ici pour lire les Questions Fréquentes.](#)

925 MPs · 11000 pieces of PDFs · 7924 citizens · 10 days



Lots possible, a few requirements

- Transparency = root of democracy:
 - FOI, official gazette, official websites...
 - Public Open Data
- Participation tools require:
 - Transparency
 - Inclusion & neutrality
 - Adaptation to citizens, not the opposite
- Political announces are not actions

Thanks for your attention!

www.RegardsCitoyens.org
contact@regardscitoyens.org
[@RegardsCitoyens](https://twitter.com/RegardsCitoyens)